

Administration du Siège

TRAVAUX DE SECOND-ŒUVRE

Accord-cadre passé en procédure adaptée en application
de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique

Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ _____	3
ARTICLE 2.	ALLOTISSEMENT _____	3
ARTICLE 3.	LIEUX D'EXECUTION _____	3
ARTICLE 4.	DEVOLUTION _____	4
4.1	Maitrise d'œuvre _____	4
4.2	Liaison avec les autres corps d'état _____	4
4.3	Protection des ouvrages _____	4
4.4	Sécurité du chantier _____	4
ARTICLE 5.	CLAUSES TECHNIQUES GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS _____	4
5.1	Prescriptions réglementaires _____	4
5.1.1	<i>Documents généraux</i> _____	4
5.1.2	<i>Règles de l'art</i> _____	5
5.1.3	<i>Ouvrages non décrits explicitement</i> _____	6
5.1.4	<i>Prescription incendie</i> _____	6
5.1.5	<i>Prescription acoustique</i> _____	6
5.2	Prescriptions techniques générales _____	7
5.2.1	<i>Provenance, qualité, contrôle et prise en charges des matériaux</i> _____	7
5.2.1.1	<i>Provenance des matériaux et produits</i> _____	7
5.2.1.2	<i>Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par l'Inserm</i> 7	7
5.2.2	<i>Préparation – coordination et exécution des travaux</i> _____	7
5.2.2.1	<i>Principe généraux</i> _____	7
5.2.2.2	<i>Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail</i> _____	7
5.2.2.3	<i>Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail</i> _____	7
5.2.3	<i>Organisation, sécurité et hygiène du chantier</i> _____	8
5.2.3.1	<i>Sécurité et hygiène</i> _____	8
5.2.3.2	<i>Conditions générales d'exécution des travaux</i> _____	8
5.2.3.3	<i>Permis de feu</i> _____	8
5.2.4	<i>Connaissance des lieux</i> _____	8
5.2.4.1	<i>Connaissance des ouvrages</i> _____	8
5.2.4.2	<i>Nuisances sonores et vibrations</i> _____	8
5.2.4.3	<i>Présence d'amiante</i> _____	9
5.2.5	<i>Démarche environnementale</i> _____	9
5.2.5.1	<i>Qualité des produits</i> _____	9
5.2.5.2	<i>Qualité du chantier</i> _____	9
5.2.5.3	<i>Qualité des documents fournis à la réception</i> _____	10
ARTICLE 6.	PLANS D'EXECUTION ET DOE _____	10
6.1	Plans d'exécution _____	10
6.2	Dossier des ouvrages exécutés (DOE) _____	10
ARTICLE 7.	DETAILS DES PRESTATIONS POUR LES LOTS N°1 A N°3 _____	11
7.1	Clauses techniques relatives au lot n°1 : Plâtrerie, cloisonnement et faux plafonds _____	11
7.2	Clauses techniques relatives au lot n°2 : Peintures, sols souples, carrelage et faïence _____	12
7.2.1	<i>Généralités peinture</i> _____	13
7.2.2	<i>Généralités lessivage</i> _____	15
7.2.3	<i>Finitions</i> _____	15
7.2.4	<i>Mode de mètre peinture</i> _____	15
7.3	Clauses techniques relatives au lot n°3 : Electricité, courants forts, courants faibles _____	17

Article 1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet un ensemble de prestations pour la réalisation d'opérations de travaux d'entretien, de réparation et de réaménagement de bâtiments.

Il couvre les travaux :

- D'entretien, de réparation, d'amélioration, de mise en conformité ou de maintien en l'état des bâtiments et des installations techniques intérieures et extérieures ;
- D'adaptation, d'aménagement courant de réaménagement, de restructuration, de réhabilitation et de réutilisation des bâtiments et des installations techniques intérieures et extérieures ;
- Afférents au maintien de la sécurité des personnes et des biens.

Les opérations de travaux prévues au présent accord-cadre sont, exclues du champ d'application des articles L. 2410-1 à L. 2432-2 et R. 2412-1 à R. 2432-7 du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique.

Article 2. Allotissement

Le présent accord-cadre est alloté en application des dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique en 3 lots comme suit :

Lot	Objet
1	Plâtrerie – cloisonnement – faux plafonds
2	Peintures – sols souples – carrelage – faïence
3	Electricité – courants forts – courants faibles

Article 3. Lieux d'exécution

Le présent accord-cadre porte sur trois sites de l'Administration du Siège de l'Inserm :

Sites	Adresses	Superficies	Réglementation
Tour Olympie	101, rue de Tolbiac 75013 Paris	6 462,3 m ²	IGH
Biopark	8, rue de la Croix-Jarry 75013 Paris	1 651,8 m ²	ERP

Héron Building (Rez-de-chaussée et locaux archives en sous-sol)	66 avenue du Maine 75014 Paris	100 m ²	
--	-----------------------------------	--------------------	--

Article 4. Dévolution

4.1 Maitrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage assure la maîtrise d'œuvre, représentée par la Responsable du Pôle des affaires générales de l'administration du Siège de l'Inserm ou toute autre personne.

Afin d'assurer sa mission de maîtrise d'œuvre et de l'y assister dans cet exercice, l'Inserm peut nommer tout prestataire externe de son choix.

4.2 Liaison avec les autres corps d'état

Du fait de sa qualification, il appartient au titulaire de prévoir les détails, sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation de son marché. Pour cela, il est réputé avoir une parfaite connaissance des travaux à la charge des autres corps d'état.

Il doit notamment en tenir compte dans l'établissement de ses plans en assurant une coordination d'ensemble dès la période de préparation du chantier.

4.3 Protection des ouvrages

Le titulaire doit garantir jusqu'à la fin des travaux les protections diverses de ses ouvrages et cela dans les règles de l'Art ou suivant les exigences de l'Inserm. Tout ouvrage souillé, endommagé ou substitué avant la réception des travaux est remplacé aux frais du titulaire.

4.4 Sécurité du chantier

Outre les protections collectives et individuelles induites par la réalisation de ses travaux et définies dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) du titulaire, celui-ci ne peut se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de sécurité déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par l'Inserm. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour la mise en sécurité de son chantier.

Article 5. Clauses techniques générales communes à tous les lots

5.1 Prescriptions réglementaires

5.1.1 Documents généraux

Tous les travaux de l'accord-cadre sont effectués suivant les prescriptions des règlements en vigueur.

Ainsi, le titulaire est donc tenu de se conformer, pour tous ses ouvrages :

- au Recueil des Eléments utiles à l'Etablissement et l'exécution des projets et marchés de bâtiments en France (REEF) établi par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) ;
- aux classements UPEC du CSTB (cahier n° 3782_V2 de juillet 2018, le classement définissant la résistance à l'usure, au poinçonnement dû au mobilier et objets fixes ou mobiles, au comportement à l'eau et enfin au comportement aux agents chimiques courants) ;
- aux lois, décrets, arrêtés, circulaires concernant la sécurité incendie ;
- à l'ensemble des autres textes qui, avec ceux qui précèdent, constituent les Règles de l'Art avec l'ordre de préséance suivant : les textes législatifs et réglementaires (lois et ordonnances, décrets, arrêtés, codifiés ou non), les textes normatifs et techniques (autres que ceux cités dans le présent CCTP) et les autres références (de type circulaire, guide, recommandation, avis technique ou autre règle professionnelle faisant consensus au sein de l'ensemble des acteurs de la construction) ;
- aux prescriptions et avis techniques des fabricants ;
- les documents et notices publiés ou règles de mises en œuvre imposées par les délégataires exploitants des services publics tels que E.R.D.F - G.R.D.F, opérateurs téléphoniques, gestionnaires des eaux, etc.

Ces textes forment un tout et ne peuvent être dissociés d'un lot à l'autre. Lorsqu'il y a limite de prestation, l'entrepreneur titulaire d'un lot est réputé connaître la réglementation du lot venant en « interface » de ses ouvrages et ne peut arguer d'une malfaçon ou d'un défaut d'aspect induit par un support.

D'une façon générale sont applicables, toutes prescriptions particulières des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux des services publics ou concédés (eau, électricité, gaz, téléphone, assainissement, ordures ménagères, etc.)

5.1.2 Règles de l'art

Sont considérées comme Règles de l'Art et de ce fait applicables contractuellement à la date de signature de l'accord-cadre, les documents cités ci-avant, les prescriptions techniques générales publiés par le CSTB, ainsi que les règles professionnelles éditées par la Fédération Française du Bâtiment, parus à la date de l'accord-cadre.

D'une façon générale, les Règles de l'Art comprennent l'ensemble de la réglementation et de la pratique en vigueur au moment de l'exécution des travaux. Les règles de l'Art sont des obligations implicites dont le non-respect constitue une faute de nature à engager la responsabilité contractuelle de leur auteur.

L'énumération des références dans les pièces du présent accord-cadre ne saurait être limitative ni exhaustive, l'accord-cadre n'ayant pas à se référer expressément à tous les textes applicables et qui s'appliquent de fait.

5.1.3 *Ouvrages non décrits explicitement*

Les travaux relatifs aux ouvrages de façonnage nécessaires à la bonne finition technique et architecturale, quand bien même ils ne seraient pas définis de façon détaillée, sont compris au titre des règles de l'Art et des prix unitaires des prestations listées dans le BPU.

Ainsi, en complément des stipulations de l'article 15.1 du CCAP, les prix unitaires comprennent toutes les sujétions pour un parfait achèvement des travaux dans les Règles de l'Art.

Ainsi, sont également inclus dans les prix unitaires :

- le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux ;
- les protections nécessaires, les nettoyages en cours et en fin de travaux ;
- le chargement et l'évacuation aux décharges publiques de tous les gravois et détritiques ;
- l'enlèvement de tous les matériels et chutes de matériaux et autres en fin de travaux ;
- les échafaudages nécessaires pour tous travaux exécutés jusqu'à 3.50 m de hauteur.

Toute fourniture ou prestation complémentaire découlant de l'observation des normes ou des règles suscitées, par rapport aux prévisions faites dans le par le présent CCTP et le BPU ne peut donner droit à augmentation de prix.

5.1.4 *Prescription incendie*

La réglementation applicable aux opérations de travaux, les principes généraux de sécurité, les dispositions de construction et d'isolement ainsi que les conditions d'aménagements intérieurs sont à respecter en fonction du classement de l'immeuble de type ERP et IGH.

Il appartient au titulaire de justifier du comportement et de la qualité au feu des matériaux qu'il utilise, également dans le cas où ceux-ci divergent des choix proposés dans le bon de commande ou le BPU.

Ces qualités sont au moins équivalentes à celles énoncées et justifiées par le Procès-Verbal (PV) d'essai de réaction au feu d'un matériau prévu à l'article 5 de l'arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement.

5.1.5 *Prescription acoustique*

Les travaux sont à réaliser en site occupé, le titulaire doit prendre toutes les dispositions afin que les objectifs d'isolement acoustique, de niveau résiduel et de correction acoustique applicables aux opérations de travaux, les principes généraux, les traitements spécifiques, les dispositions de construction ainsi que les conditions d'aménagements soient respectées.

D'une manière générale, le titulaire doit se référer au guide du Conseil national du bruit (CNB) de la réglementation acoustique des constructions dans sa dernière version en vigueur (novembre 2017) qui recense l'ensemble de la réglementation existante et se compose de trois volets relatifs :

- aux réglementations acoustiques des bâtiments neufs ;
- aux recommandations acoustiques du CNB pour les bâtiments dénués de réglementation spécifique ;
- aux bâtiments existants.

Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de méconnaissance des notions de base relatives aux obligations acoustiques.

5.2 Prescriptions techniques générales

5.2.1 Provenance, qualité, contrôle et prise en charges des matériaux

5.2.1.1 Provenance des matériaux et produits

S'agissant de travaux d'entretien courant de bâtiment, la provenance et le choix des matériaux sont conditionnés en priorité par une harmonisation avec les existants.

En conséquence, le titulaire doit proposer à l'Inserm les matériaux qu'ils envisagent d'utiliser pour les travaux considérés.

La mise en œuvre de tous matériaux et fournitures nécessaires à l'exécution des travaux, doit être approuvée par l'Inserm, préalablement à l'exécution des travaux.

5.2.1.2 Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par l'Inserm

Le bon de commande désigne les matériaux, produits et composants de construction qui sont fournis par l'Inserm et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par le titulaire.

5.2.2 Préparation – coordination et exécution des travaux

S'agissant de travaux d'entretien de bâtiment en chantier généralement non clos, l'ensemble des travaux fait l'objet d'un Plan de Prévention en application des dispositions R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail. Ils peuvent aussi être assujettis à l'obtention, dans certains cas, d'un « Permis Feu ».

Conformément à l'article R. 111-38 du Code de Construction et de l'Habitation, les travaux peuvent être soumis au Contrôle Technique.

Lorsque plusieurs entreprises interviennent sur un même chantier, la mise au point d'un calendrier est faite lors du rendez-vous de chantier hebdomadaire à la demande de l'Inserm.

5.2.2.1 Principe généraux

Les entreprises doivent se conformer aux prescriptions du plan de prévention de l'Inserm.

5.2.2.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis avec les notes de calcul correspondantes à l'approbation de l'Inserm.

5.2.2.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut être supérieure à la limite fixée par la réglementation en vigueur.

5.2.3 Organisation, sécurité et hygiène du chantier

5.2.3.1 Sécurité et hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le titulaire, conformément à la législation en vigueur.

Le titulaire doit également, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, doit respecter l'ensemble des mesures particulières liées à la lutte contre les infections associées aux soins et/ou nosocomiales (confinement de la zone travaux, évacuation des gravois, etc.).

5.2.3.2 Conditions générales d'exécution des travaux

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du présent contrat, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il doit en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur des locaux de l'Inserm, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients correspondants.

5.2.3.3 Permis de feu

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par le poste central de sécurité de l'établissement. Cette disposition est répétée préalablement à chaque intervention le nécessitant.

5.2.4 Connaissance des lieux

5.2.4.1 Connaissance des ouvrages

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux, des plans, des descriptifs, des schémas et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix d'ouvrages à réaliser.

Le titulaire ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

5.2.4.2 Nuisances sonores et vibrations

Les travaux sont à réaliser dans l'enceinte d'un établissement en activité. Il doit mettre en œuvre pour l'exécution de ses prestations les moyens techniques limitant les nuisances sonores, poussières, vibrations nécessaires.

Le titulaire doit en outre prendre toutes les mesures de nature à éviter le développement de nuisance dans l'environnement immédiat (établissement et riverains) :

- Matériels insonorisés et horaire d'utilisation adaptés ;
- Consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou klaxons.

5.2.4.3 Présence d'amiante

Les dispositions concernant les risques liés à la présence éventuelle d'amiante sont les suivantes : avant tout commencement ou en cours d'exécution des travaux, le titulaire doit consulter le Diagnostic Technique Amiante (DTA) du site. S'il y a suspicion de présence de matériau amiantifère, il doit, avant toute intervention, consulter la Responsable du Pôle des affaires générales de l'Administration du Siège de l'Inserm qui après diagnostic effectué, l'autorise à réaliser les travaux ou dans le cas de présence effective d'amiante, fait intervenir une entreprise agréée dans le respect de la réglementation en vigueur.

5.2.5 Démarche environnementale

Les contraintes liées à la démarche environnementale font partie intégrante des prestations dues par le titulaire.

Les performances environnementales requises s'entendent tant en termes de performances d'usage, de qualité architecturale, de pérennité et d'entretien que de qualité environnementale globale : participation des ouvrages mis en œuvre aux qualités fonctionnelles, sanitaires, de confort et d'écogestion du bâtiment mais aussi minimisation des impacts environnementaux pendant les phases de déconstruction et de construction (pollutions, déchets, nuisances engendrées par les techniques retenues pour la réalisation des ouvrages, et par l'organisation du chantier).

5.2.5.1 Qualité des produits

Les produits mis en œuvre sont choisis notamment en fonction de leurs qualités environnementales, particulièrement la durabilité et la qualité sanitaire.

Tout produit proposé par le titulaire doit être équivalent à ceux requis dans les BPU, non seulement dans ses propriétés fonctionnelles, mais aussi dans ses qualités environnementales.

C'est pourquoi, outre les documentations techniques usuelles, le titulaire doit présenter et soumettre au visa de l'Inserm les caractéristiques environnementales des produits qu'il propose, exprimées notamment, lorsqu'elles existent, par les Fiches de Données Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits utilisés (listes consultables à partir de la base de données INIES du CSTB ou de l'AIMCC - Association des Industries de Produits de Construction), et les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des matériaux utilisés.

Toutes dispositions sont prises par le titulaire pour limiter sa production de déchets. Par exemple, les plafonds doivent être démontables afin de permettre leur remplacement sans destruction des autres éléments.

5.2.5.2 Qualité du chantier

Dans le cadre de réponse technique, le titulaire doit exposer les moyens organisationnels et les mesures techniques qu'il compte mettre en œuvre pour répondre aux démarches environnementales

et les mesures prises pour limiter les nuisances de voisinage (bruit, pollution des sols, nettoyage du chantiers, limitation des consommations d'eau ou d'énergie en cours de chantier, limitation des déchets et des emballages).

La collecte, le stockage sur le chantier, la valorisation ou l'élimination des déchets sont organisés de manière à assurer la traçabilité pour 100% des déchets du chantier.

5.2.5.3 Qualité des documents fournis à la réception

Afin d'assurer une utilisation et une gestion aisée du bâtiment par les futurs occupants, il est porté une grande attention à la qualité des dossiers d'ouvrages exécutés (DOE). Il est demandé en outre au titulaire de donner, sous un format simple à l'Inserm, un carnet d'entretien et de maintenance récapitulant toutes les interventions à prévoir au cours de la vie du bâtiment (hors grosses réparations), en spécifiant pour chacune : description de l'intervention, fréquence, qualification requise des intervenants, outillage et consommables nécessaires, durée d'intervention et conditions particulières (sécurité, travail en présence possible des occupants).

Article 6. Plans d'exécution et DOE

6.1 Plans d'exécution

Suivant la typologie et la complexité des interventions, il pourra être demandé, au travers du bon de commande, au titulaire d'effectuer les études d'exécutions indispensables à la validation préalable des ouvrages à exécuter par l'Inserm. Dans le cas où il n'existerait pas de plans de l'état actuel, le titulaire devra établir un relevé précis des existants en fonction des prestations envisagées.

Les études d'exécutions devront être réalisées durant la période de préparation. Elles devront prendre en compte toutes les réglementations en vigueur vis-à-vis des types d'immeubles concernés.

Tous les plans d'exécution devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par l'Inserm.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée à l'Inserm faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

6.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

A la fin de la mission telle que définie par bon de commande, le titulaire devra remettre un dossier des ouvrages exécutés en un exemplaire papier et un exemplaire dématérialisé sur clef USB. Un exemplaire papier du DOE sera transmis pour avis aux organismes de contrôle en charge des bâtiments où ont eu lieu les travaux.

Les documents d'exécution feront l'objet des mises à jour nécessaires afin d'être conformes à l'exécution réelle des travaux.

Ces documents seront indicés à la date de fin de chantier et prendront alors la forme et le nom de dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Dans le cas de travaux n'ayant nécessité aucun document d'exécution, une note simple, sur papier en-tête de l'entreprise, précisant, par ordre, le lieu d'intervention, la nature de l'intervention, le cas

échéant la nature du matériel posé, ainsi que les dates d'intervention, sera remise au maître d'ouvrage au titre du DOE simplifié aux conditions énoncées ci-dessus.

Chaque exemplaire du dossier D.O.E. (sauf l'exemplaire dématérialisée) se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans).

Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention D.O.E. en gros caractères. Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires (intitulé de l'opération, numéro et désignation du lot, nom de l'entreprise, numéro d'ordre du classeur). Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier (liste des pièces écrites et des plans) et chaque classeur son sommaire particulier.

Les DOE comprendront tous les documents d'exécution tel que :

- Plans d'exécution
- Plans de récolement
- Notes de calcul
- Notices techniques
- Avis techniques
- Origine et nomenclature des produits pour maintenance ultérieure avec mention de la référence produit, des caractéristiques, du fabricant
- Procès-verbaux de réception de conformité suivant besoins
- Documents de garantie

Article 7. Détails des prestations pour les lots n°1 à n°3

La description des prestations détaillées dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n'est pas limitative. Elle doit permettre d'identifier le périmètre des exigences de l'Inserm. Par ailleurs, les candidats sont invités à compléter les bordereaux de prix unitaires autant que nécessaire.

7.1 Clauses techniques relatives au lot n°1 : Plâtrerie, cloisonnement et faux plafonds

Les prestations propres du lot n°1 sont les suivantes :

- Isolation de chantier ;
- Démolition ;
- Cloisonnement ;
- Cloisons modulaire et amovibles ;
- Percements et trous ;
- Isolation. ;

- Faux plafonds.

Pour l'ensemble des conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels à utiliser les ouvrages à exécuter, le titulaire doit se référer aux documents de référence qui sont énumérés ci-après, applicable à l'étude et à l'exécution des prestations.

L'énumération des DTU, NF et/ou autres textes ne peut constituer un recensement ni limitatif ni exhaustif des textes applicables. En effet, le titulaire doit se référer à tous les règlements, lois afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés et qui s'appliquent de fait sans qu'il soit besoin de les énumérer.

Pour lot n°1, les travaux sont principalement soumis aux prescriptions des documents techniques suivants :

- DTU 20.1 - Ouvrages en maçonnerie de petits éléments parois et murs ;
- DTU 20.13 – Cloisons en maçonnerie de petits éléments ;
- DTU 25.1 – Enduits intérieurs en plâtre ;
- DTU 25.31 – Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre – exécution des cloisons en carreaux de plâtre ;
- DTU 25.41 – Ouvrages en plaques de plâtre - plaques à faces cartonnées ;
- DTU 25.42 Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches - Plaques de parement en plâtre - isolant ;
- DTU 35.1 – Cloisons amovibles et démontables ;
- DTU 25.41 – Ouvrages en plaques de plâtre ;
- DTU 58.1 – Plafonds suspendus.
- DTU 58.2 – Plafonds tendus.
- DTU.25.41 – ouvrages en plaques de plâtre ;
- DTU/25.51 – Mise en œuvre des ouvrages en staff traditionnel.

7.2 Clauses techniques relatives au lot n°2 : Peintures, sols souples, carrelage et faïence

Les prestations propres du lot n°2 sont les suivantes :

- Murs et plafonds nouveaux et anciens ;
- Boiserie ;
- Peinture de sol en ciment ;
- Peinture ;
- Papier peint et revêtement muraux ;

- Lessivage ;
- Réparation du support des sols souples ;
- Revêtement de sol ;
- Réparation en raccord ;
- Revêtement moquette ;
- Carrelage et faïence.

Pour l'ensemble des conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels à utiliser les ouvrages à exécuter, le titulaire doit se référer aux documents de référence qui sont énumérés ci-après, applicable à l'étude et à l'exécution des prestations.

L'énumération des DTU, NF et/ou autres textes ne peut constituer un recensement ni limitatif ni exhaustif des textes applicables. En effet, le titulaire doit se référer à tous les règlements, lois afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés et qui s'appliquent de fait sans qu'il soit besoin de les énumérer.

Pour lot n°2, les travaux sont principalement soumis aux prescriptions des documents techniques suivants :

- DTU 59.1 – Travaux de peinture des bâtiments ;
- DTU 59.3 – Peinture de sols ;
- DTU 59.4 – Mise en œuvre des papiers peints et revêtements muraux.
- DTU 53.1 – Revêtements de sol textiles ;
- DTU 53.2 – Revêtements de sols PVC collés.

7.2.1 Généralités peinture

- *Mesures de sensibilisation du personnel du chantier :*

Les prix du bordereau sont établis en fonction des supports qui sont classés en plusieurs catégories selon leur nature, une subdivision supplémentaire étant faite pour les supports anciens suivant leur état qui peut être bon, mauvais ou très mauvais.

L'appréciation de l'état des supports anciens s'inspire des indications générales suivantes :

9.1.1.1 Murs et plafonds enduits

- bon état : supports ne nécessitant que de simples révisions, y compris bouchement de quelques fissures ou crevasses avec enduit préparatoire si nécessaire ;
- mauvais état : supports nécessitant des travaux d'apprêt plus élaborés pouvant inclure des enduits non repassés ou repassés partiels sur 50 % au moins de la surface totale ;

- très mauvais état : supports nécessitant, outre ce qui est dit ci-avant, des éliminations de parties en mauvais état (salpêtre, vieilles peintures craquelées, anciennes émulsions, etc.) ou une reprise de la structure du support (crevasses, fissures et trous importants ne nécessitant cependant pas l'intervention du maçon, etc.).

9.1.1.2 Menuiseries diverses en bois :

- bon état ou état moyen : supports ne nécessitant que de simples révisions ou des reprises partielles d'enduits ;
- mauvais état : supports nécessitant des travaux de préparation étendus comportant au minimum, la suppression totale d'anciennes peintures craquelées ou écaillées par tous moyens y compris brûlage ou la remise en état de surface par un enduit complet.

9.1.1.3 Ouvrages métalliques :

- bon état : supports ne nécessitant que de simples révisions ;
- mauvais état : supports nécessitant au minimum un traitement des parties oxydées ou attaquées, par tous moyens allant jusqu'au martelage et sur toute la surface de l'ouvrage.

– Définition des finitions :

Les prix du BPU sont établis en fonction des qualités d'aspect à obtenir, classées comme indiqué au DTU dans la norme NFP 74.201 (Référence DTU 59.1), étant précisé que pour la peinture satinée, les prix sont des valeurs moyennes qu'il s'agisse de satiné mat, satiné moyen ou satiné brillant.

Il est fait référence aux définitions contenues dans la norme précitée pour juger des qualités de finition des peintures en fin de travaux. A cet effet, les dispositions suivantes sont prises :

- la nature du support constatée par le maître d'œuvre et celle de la finition demandée par ce dernier sont indiquées dans l'ordre de service prescrivant les différents travaux ;
- dans le cas où le titulaire ne se conforme pas aux ordres reçus pour la qualité d'aspect de ses ouvrages, il est appliqué à ceux-ci, le prix correspondant à la qualité d'aspect obtenue et en outre, le titulaire subit un abattement de 10 % sur le prix de l'ouvrage ainsi déterminé pour non-respect des ordres reçus ;
- à défaut de telles indications sur l'ordre de service, il appartient au titulaire de faire constater l'état des supports avant tout commencement d'exécution, par attachements produits en temps utile.

Les prix du bordereau comprennent, pour les travaux de peinture : tous les ouvrages préparatoires, travaux d'apprêts, couches primaires, intermédiaires et de finition nécessaires à l'obtention des qualités de finition indiquées et conformes aux stipulations de la norme NFP 74.201.

Pour les travaux de papiers peints et muraux collés : toutes les préparations des fonds, pose à joints vifs, compris arasements, découpes et toutes sujétions.

Pour ce faire, le choix de la méthode d'application qui doit être arrêtée en fonction du support et de l'aspect de finition recherché, ainsi que des spécifications de la fiche technique du fabricant de produits de peinture, est déterminé par le titulaire à l'exception des travaux très soignés en finition

brillante pour lesquels, seule, l'application des couches de peinture à la brosse est admise à l'exclusion de toute autre méthode.

Les prix sont réputés tenir compte en outre de l'emploi de couleurs fines, pures ou en mélange, ainsi que d'une réalisation polychrome des ouvrages à traiter, quel que soit le nombre de teintes employées dans un même local.

Le classement des qualités d'aspect sera celui défini à l'article 6.2.2 du D.T.U. 59.1 (NFP 74.201.1 et 74.201.2) :

- Finition C : C
- Finition B : B
- Finition A : A
- *Peintures à employer :*

Le titulaire doit employer des produits de première qualité provenant des meilleures marques connues, choisies dans une liste proposée au maître d'œuvre au début de chaque exercice. Le titulaire doit, impérativement, la fourniture des fiches techniques des produits employés, et ce à la demande du maître d'œuvre.

Le titulaire doit, dans toute la mesure du possible, utiliser des produits sans solvants dérivés du pétrole.

7.2.2 Généralités lessivage

- *Généralités*

Les prix du bordereau s'entendent pour une exécution dans des locaux d'accès facile, de toute hauteur, débarrassés de tous meubles, à moins qu'ils ne soient concentrés au milieu de la pièce et protégés par les soins de l'administration.

- *Mode de métré*

Les surfaces à prendre en compte sont celles réellement traitées. Les menuiseries vitrées sont à considérer vide pour plein, vitrerie nettoyée une face et toutes épaisseurs traitées. Les tuyauteries apparentes sont négligées en quantités. Les radiateurs, quel que soit leur type, sont métrés en projection verticale pour 1 face, affectés d'un coefficient multiplicateur de 3.

7.2.3 Finitions

Les nettoyages en fin de travaux de lessivage sont implicitement compris dans les prix de bordereau. A ce titre, il faut comprendre : nettoyage de tous les articles de quincaillerie, luminaires, vitres, glaces, etc.

Les sols sont soit nettoyés, soit protégés, selon leur nature.

7.2.4 Mode de mètre peinture

- *Généralités*

Les travaux de peinture et tentures sont comptés au mètre carré, suivant les surfaces réelles, calculées à partir des dimensions des ouvrages à traiter, les vides et surfaces non peintes ou non revêtues déduites, les épaisseurs et développés étant repris à part.

Ceci à l'exception des ensembles suivants qui font l'objet d'un mode de métré particulier tenant compte des développés, rechampissages, difficultés et sujétions.

- *Éléments linéaires en appliqué peints en rechampissage ou isolés*

Éléments linéaires simples :

Métaux (fers ronds, plats ou carrés, poutrelles, profils spéciaux, tubes), plinthes, moulures, baquettes, chants, canalisations compris coudes et colliers, etc., d'un développé inférieur à 0,20 m sont comptés pour 0,20 de développement minimum. Les collets, raccords et colliers de canalisations, ne donnent lieu à aucune majoration de surface pour les tuyaux d'un développement inférieur à 0,20 m. Au-delà de 0,20 m de développement, les éléments linéaires sont comptés pour leur développement réel.

Les surfaces ainsi calculées des canalisations sont majorées par l'application d'un coefficient de 1,05 pour tenir compte des développés supplémentaires de collets, raccords, colliers, etc.

Éléments linéaires composés :

Menuiseries extérieures en bois ou métal ne comportant pas de petit bois.

Les cadres dormants et ouvrants sont mesurés suivant leur développé réel, avec un minimum de 0,20 m, et la surface totale de l'ouvrage composée est majorée par l'application d'un coefficient de 1,20 pour difficultés d'exécution et rechampissage.

Éléments composés :

Les surfaces planes calculées suivant les dimensions extérieures réelles sont affectées des coefficients définis ci-après.

Blocs-portes :

Les surfaces planes mesurées en projection hors chambranles :

- bloc porte avec porte isoplane 1,20
- bloc porte avec porte en lambris mouluré (grands cadres ou petits cadres) 1,30

Si les blocs-portes sont vitrés, les verres ne sont pas déduits.

La dépose et repose après travaux de peinture : des béquilles, garnitures et plaques de protections diverses sont incluses dans les prix du bordereau et à la charge du lot.

Faux-plafonds

- A caissons ou panneaux 1,20
- A lames 1,20
- En panneaux fibres 1,00

7.3 Clauses techniques relatives au lot n°3 : Electricité, courants forts, courants faibles

Les prestations propres du lot n°3 sont les suivantes :

- Armoires électriques courants forts ;
- Câblerie ;
- Chemin de câble et goulotte ;
- Luminaires ;
- Appareillage ;
- Eclairages de secours ;
- Armoires électriques courants faibles ;
- Raccordement ;
- Répartiteur informatique ou téléphonique ;
- Contrôle d'accès : pose – programmation – installation – contrôle d'accès centralisé ;
- La maintenance des matériels électriques.

Les prestations de maintenance :

Le titulaire s'engage à effectuer les vérifications et la maintenance des équipements techniques installés par ses soins à compter de la réception et pour toute l'année de parfait achèvement défini par la réglementation en vigueur. Cette maintenance a pour objectif de contrôler l'état des équipements, d'entretenir les installations, afin de prévenir efficacement les dysfonctionnements, de manière à en garantir le parfait fonctionnement à tout moment.

- Maintenance préventive

Dans le cadre du forfait de maintenance préventif, le titulaire est tenu d'assurer la fourniture des consommables, pièces de rechange et accessoires nécessaires aux opérations de maintenance préventive.

L'approvisionnement de tous les matériels consommables, incombe au titulaire et notamment (liste non exhaustive) :

- Les produits de nettoyage, produits lubrifiants, graisse normalisée répondant aux spécifications des constructeurs et aux normes en vigueur pour les prestations d'entretien sur les installations électriques ;
- Tous les consommables nécessaires à la maintenance des tableaux électriques.

Le titulaire assure également l'approvisionnement strictement nécessaire des boîtes de jonction et de toutes les fournitures et accessoires strictement nécessaires (câbles, cosses, ect.) permettant d'effectuer les réparations nécessaires en cas de rupture de l'un des câbles et cela dans les plus brefs délais.

A l'issue d'une année d'exécution, le titulaire fournira un rapport annuel des interventions préventives et curatives effectuées. Le rapport conclura sur des pistes d'amélioration et des projections d'investissement pour réduire les dysfonctionnements.

- Maintenance corrective (dépannage)

La maintenance corrective recouvre toutes les activités réalisées après la défaillance de l'équipement ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d'accomplir une fonction requise (curatif), au moins provisoirement (palliatif).

Ces actions sont notamment :

- La localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La remise en état avec ou sans modification ;
- Le contrôle de bon fonctionnement.

Le titulaire du marché s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour répondre à toute demande d'intervention de maintenance corrective des équipements par des équipes qualifiées, compétentes, disposant des outillages adéquats et ayant une parfaite connaissance du site dans le but d'assurer la continuité du bon fonctionnement des installations.

Les délais maximums de remise en service sont les suivants :

Délai de remise en service sans remplacement de pièces	2 heures
Délai de remise en service avec remplacement de pièces	3 jours

Le non-respect du délai ainsi donne lieu à une pénalité prévue au CCAP du présent marché.

A l'issue d'une année d'exécution, le titulaire fournira un rapport annuel des interventions préventives et curatives effectuées. Le rapport conclura sur des pistes d'amélioration et des projections d'investissement pour réduire les dysfonctionnements.

Pour l'ensemble des conditions auxquelles doivent satisfaire les matériels à utiliser les ouvrages à exécuter, le titulaire doit se référer aux documents de référence qui sont énumérés ci-après, applicable à l'étude et à l'exécution des prestations.

L'énumération des DTU, NF et/ou autres textes ne peut constituer un recensement ni limitatif ni exhaustif des textes applicables. En effet, le titulaire doit se référer à tous les règlements, lois afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qui lui sont imposés et qui s'appliquent de fait sans qu'il soit besoin de les énumérer.

Pour lot n°3, les travaux sont principalement soumis aux prescriptions des documents techniques suivants :

- DTU 70.1 - Installations électriques des bâtiments ;

- Normes, guides, prescriptions provisoires et fiches d'interprétation de l'Union Technique de l'Electricité (UTE), et plus particulièrement :
 - C.15.100 et annexes - Installations électriques à basse tension ;
 - NF C.15-211 - Installations électriques à basse tension. Installations dans les locaux à usage médical ;
 - UTE C 90-120 à 90-140 ;
- Normes NF S 61.950, NF S 61.962, NF S 61.970, relatives aux systèmes de détection incendie ;
- Normes NF S 61.930 à 61.940, relatives aux systèmes de mise en sécurité ;
- Règle R7 de l'APSAD ;
- Règlements particuliers des services publics applicables aux installations raccordées sur leurs réseaux : les prescriptions de TDF (TéléDiffusion de France), de France TELECOM (fascicules TC1 et TC2), du distributeur d'électricité etc.

Les essais et contrôles sont réalisés selon les stipulations du 6.08.2 infra étant précisé qu'il est procédé aux essais normalisés suivant le document COPREC n°1 dont les résultats sont consignés sur les bordereaux du document COPREC n°2 et communiqués au maître d'œuvre à sa demande.